

L'État peut-il encore en faire plus en matière sociale? Raisonnablement, non

BRUNO COLMANT

ULB, UCLouvain et Vlerick Business School
Banque Degroof Petercam
Académie royale de Belgique

Les manifestations sociales liées aux mouvements dits populistes soulèvent des débats très importants. Dans le fond, nous avons trop vite cédé à l'idée que l'économie de marché entraînerait l'atrophie des conflits sociaux, comme si la démocratisation du capitalisme avait dilué les classes sociales et les idéologies dans l'économie de marché.

Abasourdis par la sourde colère des laissés-pour-compte de la mondialisation, tentant d'en cerner les ferments, nos gouvernants et syndicats restent indécis – voire tétanisés – devant ces mouvements non structurés et non dirigés qui reflètent d'abord, à mon intuition, un désespoir social et la perte d'un projet collectif solidaire, aux yeux, aux cœurs de celles et ceux qui se sont mis en marche, le sentiment d'un abandon sociétal.

Aujourd'hui, l'accès aux métropoles et aux gisements de travail devient la césure ou plutôt la fracture sociale entre deux mondes, d'autant plus visible que la vitesse de la sphère marchande s'accélère.

Derrière les slogans

Derrière les slogans sur les ronds-points s'exprime un profond effroi, latent depuis longtemps, accéléré depuis le basculement financier subi en 2008. Celui des plus faibles d'être exclus par les élites, celui de l'insécurité économique, sociale et morale liée aux clivages sociaux et géographiques entre populations urbaine et rurale.

Mais le mouvement des gilets jaunes est aussi celui d'une manifestation contre des inégalités salariales et le manque de dignité du travail manuel. C'est une crise du pouvoir d'achat et d'une prospérité perçue

comme injustement mal partagée. La Belgique en est l'éprouvette: issu de France, le mouvement a gagné la Wallonie, infiltrant la partie la plus pauvre et rurale du pays, tandis que la capitale, Bruxelles, et la Flandre, ayant mieux épousé le cycle économique, n'en ont pas été affectées.

Cela étant, pour une juste compréhension du phénomène, il faut éviter les emballements émotionnels voire parfois irrationnels et replacer ses paramètres dans un contexte objectif. S'il est incontestable que des inégalités salariales importantes se déploient (et elles touchent surtout les femmes), la Belgique démontre un des meilleurs coefficients d'égalitarisme du monde!

L'inégalité des revenus se mesure généralement à l'aide du coefficient de Gini, une mesure de l'inégalité relative au sein d'une société sur une échelle de 0 à 1 le 0 désignant une égalité intégrale et le 1 une situation dans laquelle une seule personne accapare tous les revenus. La moyenne de l'OCDE s'établit à environ 0,30 alors que la Belgique a un coefficient de l'ordre de 0,27.

Par ailleurs, pour ce qui concerne le rôle de l'État, on le sait, celui-ci est fort endetté. La dette publique est un prêt octroyé par des particuliers (au travers des réseaux des banques et des compagnies d'assurance) et des institutions financières.

Certains considèrent qu'elle est étrangère à chaque citoyen, comme si elle n'affectait pas nos patrimoines individuels. Ceux-là argumentent qu'une dette publique n'est jamais remboursée et qu'elle se dilue, au fil des années, dans un refinancement permanent.

L'équation de l'endettement

Malheureusement, c'est plus compliqué. La dette publique constitue, pour les créanciers, un capital. Mais, contrairement à un capital qui représente du travail passé progressivement épargné, la dette pu-

blique représente aussi un prélèvement sur le travail futur.

Plus spécifiquement, le créancier de l'État lui prête avec de l'épargne du travail passé tandis que l'État (le débiteur) rembourse sa propre dette grâce à un prélèvement fiscal sur le travail futur. C'est logique: la dette publique est garantie par la capacité de l'État à lever des impôts portant, entre autres, sur les revenus professionnels futurs. Ce qui veut dire que si une dette publique n'est pas contractée pour des dépenses d'investissement (ce qui est le cas en Belgique), c'est que le pays a anticipé son bien-être pour assurer le financement de l'État-providence.

L'endettement public, rapporté à la richesse nationale, a d'ailleurs augmenté de près de 15% depuis la crise de 2008. Ce ne sont pas les sauvetages bancaires mais les stabilisateurs économiques, destinés à atténuer les chocs conjoncturels (au travers d'une augmentation des dépenses publiques et de moindres recettes fiscales), qui donnent de la gîte à la dette. À nouveau, cela ne veut pas dire que les bénéfices sociaux touchent parfaitement

les personnes qui sont à même d'y prétendre, mais c'est une illustration que l'État est intervenu depuis 2008.

L'autre point est que le budget global de l'État dépasse 50% du PIB, ce qui signifie que l'État prélève et redistribue près de la moitié de la richesse annuellement créée. Ce pourcentage peut augmenter: c'est le cas en France. Tout repose évidemment sur une question d'équilibre: si l'État dépense systématiquement plus que les recettes qu'il ne prélève, cela conduit à augmenter la dette publique. Et je crains qu'une baisse structurelle et massive des dépenses publiques soit impossible à mettre en œuvre rapidement, d'autant que le coût des pensions submerge les dépenses publiques et qu'on est très loin d'en voir la fin.

La finitude de l'État-providence

Une autre couleur à la palette du populisme est donc la probable prise de conscience de la finitude des biens publics et de l'État-providence, largement financé par l'endettement public, c'est-à-dire par l'espoir socio-étatique d'une ponction sur la prospérité future.

L'économiste allemand Adolph Wagner (1835-1917), en énonçant sa loi homonyme, exposait que plus la société se civilise, plus l'État est dispendieux, c'est-à-dire que la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut augmente avec le revenu par habitant. Wagner décelait donc une corrélation entre le niveau de développement et l'étatisation de l'économie.

Wagner l'expliquait par un accroissement de la demande de biens publics plus rapide que le développement qui l'induit.

Il enseigne également une autre leçon, à savoir que le rôle de la fonction publique est de consolider le pouvoir de la bureaucratie. L'État est ainsi bénéficiaire de la croissance. Il suppose aussi que l'accroissement du rôle de l'État renforce la paix sociale par la redistribution.

Voici peut-être un constat que l'on peut tirer de la crise: dans les faits, et contrairement à la doléance d'une plus grande cohésion sociale réclamée lors des récentes manifestations, celle-ci est déjà assurée, en grande partie, par l'État. «In medio stat virtus». L'excès nuit en tout. Le juste milieu est sans doute une piste moins populaire mais plus vertueuse.

S'il est incontestable que des inégalités salariales importantes se déploient, la Belgique démontre un des meilleurs coefficients d'égalitarisme du monde